

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 MAI 1909

Proposition de loi supprimant le remplacement militaire.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Une fois encore, la question du recrutement et de la réorganisation de l'armée est à l'ordre du jour.

Elle l'est surtout depuis le discours retentissant prononcé à la Chambre, le 24 novembre dernier, par l'honorable lieutenant général Hellebaut, Ministre de la Guerre.

Ce discours constate la faillite de la loi du 24 mars 1902 sur le volontariat. Il constate aussi que notre armée ne possède ni ses effectifs de paix, ni ses effectifs de guerre.

La Chambre a décidé qu'il y avait lieu de faire une enquête parlementaire dans le seul but de déterminer les résultats de la loi de 1902 sur la milice, quant à la consistance numérique des effectifs de l'armée.

Cette enquête a eu lieu.

Ses résultats sont connus et ils confirment entièrement les faits révélés au Parlement par M. le Ministre de la Guerre.

La Chambre aura donc à discuter à nouveau la question du recrutement de l'armée. Elle le fera prochainement, puisque le rapport de la Commission d'enquête figure à l'ordre du jour.

Mais il nous paraît impossible que le débat qui va s'ouvrir se borne à la discussion des effectifs et des moyens de les augmenter, dans le cadre de la loi du 24 mars 1902.

Le discours du général Hellebaut, du 24 novembre 1908, a appelé l'attention du pays sur d'autres questions que celle des effectifs de paix et de guerre.

Il a déclaré nettement :

« Le principe qui doit présider à l'organisation militaire dans un pays comme la Belgique peut être formulé comme suit : *permettre à la nation de déployer le plus grand effort possible sur le pied de guerre, réduire au minimum possible le sacrifice en temps de paix.* »

Ces paroles furent applaudies par toutes les fractions de la Chambre.

Plus loin, l'honorable Ministre de la Guerre faisait encore une double déclaration :

« Je ne considère pas, quant à moi, disait-il, comme inacceptable en Belgique la formule moderne du service réduit et généralisé, si on l'applique avec tous les tempéraments que comportent nos mœurs, nos habitudes et notre situation politique... »

« ... La Chambre le sait, je l'ai déclaré à différentes reprises, je ne suis pas partisan du remplacement, mais bien du service personnel. Je partage sur ce point l'avis de M. Nothomb, qui, en 1874 déjà, disait dans cette enceinte « que le régime actuel, avec le remplacement, constituait, pour » une classe de citoyens les plus dignes de sollicitude, une charge considé- » rable, une privation de la liberté et, si l'on pouvait parler ainsi, une sorte » d'expropriation personnelle. »

Le problème militaire, celui de la réorganisation de l'armée, est ainsi posé à nouveau, et ce serait une dérision de se borner à discuter la question des effectifs, sans toucher au système de recrutement, sans essayer de supprimer le régime odieux du remplacement à prix d'argent.

Sans remonter plus haut, voilà plus de trente années que la réorganisation de notre armée est à l'ordre du jour des préoccupations du pays. Dans le discours du Trône de 1878, le Cabinet présidé par M. Frère-Orban faisait dire au Roi : « Notre organisation militaire est restée inachevée. »

Il s'agissait alors de la création d'une réserve nationale.

Quelques années plus tard, les événements de 1886 et le rapport de M. le général Van der Smissen sur l'attitude des soldats appelés à réprimer l'émeute firent songer aux dangers du système actuel du recrutement de l'armée.

Aussi, dans le discours du Trône du mois de novembre de la même année, le Gouvernement catholique, justement préoccupé de cette situation dange- reuse, mettait dans la bouche du Roi les paroles suivantes :

« Les questions relatives au recrutement de l'armée préoccupent à juste titre l'opinion publique, et il est bien désirable que l'accord patriotique des partis permette à mon Gouvernement de leur donner les solutions que com- mandent les intérêts de l'ordre le plus élevé. »

L'année suivante, dans son fameux discours de Bruges, à l'inauguration du monument de Breydel et de Coninck, le Roi revient à la charge et réclame, plus impérieusement que jamais, la suppression du remplacement militaire.

Dans le même ordre d'idées, nous pouvons rappeler que, en séance du 19 février 1887, la Commission du Travail, instituée par le Gouvernement pour procéder à l'enquête du travail, discuta à son tour la question du service personnel et émit le vœu de voir cette réforme adoptée sans retard par le Parlement.

Depuis lors, à plusieurs reprises, dans cette Chambre, soit à l'occasion de la discussion de la loi du contingent, soit lors de la prise en considération de la proposition de loi de M. d'Oultremont, le Gouvernement, par l'organe de son chef, que ce soit M. Beernaert, M. de Burlet, M. Vandenpeereboom ou M. de Smet de Naeyer, s'est toujours déclaré favorable à la suppression du remplacement militaire et au vote du service personnel.

De leur côté, les Ministres de la Guerre MM. Pontus, Brassine et Cousebant d'Alkemade ont déclaré souvent que le service personnel était dans les vœux de l'armée et que cette réforme était à la fois d'ordre militaire et social.

Lorsque, à la fin de 1894, les élus du nouveau régime électoral se sont réunis pour la première fois dans cette Chambre, le Gouvernement de l'époque, par l'organe de M. de Burlet, fit connaître son programme. Parmi les réformes annoncées alors comme très prochaines, figurait un projet ayant pour objet « une répartition plus équitable des charges militaires ».

Il y a quinze ans de cela !

Il y a quinze ans que le Ministère recule, qu'il tergiverse, qu'il n'ose prendre position. Il a trompé le pays par de vagues promesses jamais tenues ; il a découragé le général Brassine, qui a préféré quitter le pouvoir plutôt que de se faire plus longtemps le complice de ses collègues, qui sacrifiaient un grand intérêt national à un intérêt de parti.

Pour les patriotes du Gouvernement et de la majorité, servir le pays n'est pas un devoir qui incombe à tous les citoyens : c'est une corvée dont il est légitime de se débarrasser à prix d'argent !

Cette attitude sera blâmée par le pays, car nous avons la conviction qu'il y a, en Belgique, une grande majorité de citoyens qui veulent l'abolition du privilège du remplacement.

Il nous a paru impossible qu'un projet de loi portant réorganisation de l'armée soit discuté sans que soit soulevée la question du service personnel. C'est dans cette intention que nous avons saisi la Chambre de la présente proposition de loi.

Le parti que j'ai l'honneur de représenter ici poursuit la suppression des armées. Il croit que le système actuel de paix armée est une cause de ruine pour les nations et un danger perpétuel de guerre. La force ne doit plus primer le droit, et les différends qui peuvent surgir entre les peuples peuvent être tranchés par voie d'arbitrage.

A titre transitoire, le parti ouvrier se déclare partisan du système suisse de la nation armée, système qui fait des progrès notables, même parmi les professionnels de l'armée. Nous n'en voulons d'autres preuves que le bel et intéressant ouvrage de M. Gaston Moch, ancien capitaine d'artillerie dans

l'armée française : *l'Armée d'une démocratie*, ainsi que le livre d'un de nos compatriotes, les *Milices belges*, par M. Émile Calonne, lieutenant au 12^e régiment de ligne.

Mais nous n'avons aucune chance, malheureusement, de faire triompher nos idées en ce moment. Aussi, notre proposition actuelle se borne-t-elle à demander la suppression des articles de la loi de milice qui concernent et organisent le remplacement militaire.

Déjà, la Commission militaire de 1870 avait agi de la sorte en votant sur le principe du service personnel, et parmi les membres qui votèrent alors en faveur de la suppression du remplacement, figuraient MM. Thonissen, d'Aspremont-Lynden, de Labbeville, Vilain XIII, etc.

Je n'ai pas cru devoir m'occuper de la question des immunités. La droite, c'est connu, compte des partisans du service personnel. Ces membres peuvent, sans arrière-pensée, voter ma proposition de loi, sauf, après ce vote, à proposer les atténuations qu'ils croient nécessaires au principe du service personnel. Je leur ferai même remarquer que leur intérêt exige que cette question soit tranchée pendant que le parti catholique est encore au pouvoir.

Cette proposition pourrait, dans quelques jours, être renvoyée aux sections. De cette façon, la Chambre serait à même de manifester sa volonté et de se prononcer sur la suppression du remplacement militaire, ce qui serait une indication précieuse pour le Gouvernement, si, comme on l'assure dans certains milieux, il est favorable à cette réforme, qui est réalisée depuis longtemps dans les pays étrangers et qui est mûre en Belgique.

LOUIS BERTRAND.

**Proposition de loi supprimant
le remplacement militaire.**

**Wetsvoorstel tot afschaffing van de
militaire plaatsvervang.**

ARTICLE UNIQUE.

Les articles 64 et suivants de la loi
sur la milice, relatifs au remplacement,
sont abrogés.

EENIG ARTIKEL.

De artikelen 64 en volgende van de
militiewet, die betrekking hebben op de
plaatsvervang, worden afgeschaft.

L. BERTRAND.
E. ROYER.
J. WAUTERS.
F. MASSON.
FERD. FLÉCHET.
J. RENS.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 MEI 1909.

Wetsvoorstel tot afschaffing van de militaire plaatsvervangings.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Eens te meer staat het vraagstuk van de werving en de herinrichting des legers aan de orde van den dag, vooral sedert de opzienbarende redevoering, den 22^e November laatsleden, ter Kamer gehouden door den achtbaren luitenant-generaal Hellebaut, Minister van Oorlog.

In deze redevoering wordt uitgemaakt, dat de wet van 21 Maart 1902 op het voluntariaat schipbreuk leed, dat ons leger zijne getalsterkte op voet van vrede noch van oorlog bezit.

De Kamer besliste, dat er aanleiding bestond tot het instellen van een parlementair onderzoek, met het eenige doel de uitslagen der militiewet van 1902 na te gaan, wat betreft de getalsterkte van de werkelijk dienstdoende manschappen des legers.

Dit onderzoek is thans afgelopen.

Men kent de uitslagen daarvan : zij bevestigen de feiten, door den Minister van Oorlog aan de Kamer bekendgemaakt.

Derhalve zal de Kamer het vraagstuk van de legerwerving opnieuw te behandelen hebben. Dit geschiedt eerlang, vermits het verslag der Commissie van onderzoek aan de dagorde staat.

Doch het schijnt ons onmogelijk dat de aanstaande beraadslaging enkel zou loopen over de getalsterkte en de middelen om ze te vermeerderen, binnen de palen der wet van 21 Maart 1902.

De redevoering van generaal Hellebaut, op 22 November 1908, vestigde de aandacht op andere vraagstukken dan de getalsterkte in vredestijd en in oorlogstijd.

De Minister verklaarde onbewimpeld :

« Het beginsel waarvan de legerinrichting moet uitgaan in een land als België, kan worden uitgedrukt als volgt : *Het land in staat te stellen de grootste krachtsinspanning te doen op oorlogsvoet ; de lasten zoo gering mogelijk te maken in vreedstijd.* »

Al de gezindheden ter Kamer juichten deze woorden toe.

Verder legde de achtbare Minister van Oorlog nog deze tweevoudige verklaring af :

« Ik, voor mij, beschouw niet als onaanneembaar in België het hedendaagsche stelsel van verkorten en algemeenen dienstdienst, zoo het wordt toegepast met al de verzachtingen, geveerd door onze zeden, onze gewoonten, onzen staatkundigen toestand. »

« ...De Kamer weet, — herhaaldelijk heb ik het gezegd, — dat ik geen voorstander ben van plaatsvervangings, maar wel van persoonlijken dienst. Hierover deel ik het gevoelen van den heer Nothomb, die hier reeds in 1874 zegde : « Dat het bestaande stelsel, met de plaatsvervangings, » ging, een aanzienlijke last was voor eene klasse van burgers die het » meest de bezorgdheid verdient, die van hare vrijheid wordt beroofd en » als 't ware persoonlijk onteigend. »

Het militair vraagstuk, dit van de herinrichting des legers, rijst aldus andermaal op en 't ware bespottelijk enkel te spreken over getalsterkte, zonder het stelsel van werving aan te raken, zonder te trachten weg te nemen het zoo hatelijk stelsel van plaatsvervangings voor geld.

Zonder hooger op te klimmen, sedert meer dan dertig jaren houdt het land zich bezig met het vraagstuk der herinrichting van ons leger. In de Troonrede van 1878, legde het Kabinet, onder leiding van den heer Frère-Orban, den Koning deze verklaring in den mond : « Onze militaire inrichting is onvolledig gebleven ».

Het gold toen de inrichting van eene nationale reserve.

Eenige jaren later, deden de gebeurtenissen van 1886 en het verslag van generaal Van der Smissen over de houding der soldaten, die het oproer moesten beteugelen, denken aan de gevaren van het thans bestaande stelsel van legerwerving.

Ook legde, in de Troonrede van November van het zelfde jaar, de katholieke Regeering, met reden bezorgd over dien gevaarlijken toestand, den Koning de volgende woorden in den mond :

« De openbare meening bekommert zich terecht over de vraagstukken rakende de werving des legers, en hoogst wenschelijk is het dat, met een vaderlandsch doel, de eensgezindheid der partijen Mijne Regeering in staat stelle aan de vraagstukken zulke oplossing te geven als door de meest verheven belangen wordt vereischt. »

Het volgende jaar, in zijne welbekende redevoering, te Brugge gehouden tijdens de inhuldiging der standbeelden van Breydel en de Coninck, raakte

de Koning andermaal dat punt aan en vroeg, met meer aandrang dan ooit, afschaffing van plaatsvervangings bij 't leger.

In dezelfde gedachtenorde mogen wij herinneren dat, in zitting van 19 Februari 1887, de Commissie voor den Arbeid, door de Regeering aangesteld om onderzoek naar de arbeidsaangelegenheden te doen, op hare beurt het vraagstuk van den persoonlijken dienst besprak en den wensch uitdrukte dat die hervorming onverwijld door de Kamers gestemd zou worden.

Sedert werd herhaalde malen in deze Kamer, óf naar aanleiding van de behandeling van de wet op het contingent, óf bij het in overweging nemen van het wetsvoorstel des heeren d'Oultremont, door de Regeering verklaard, bij monde van het kabinetshoofd, hetzij de heer Beernaert, de heer de Burlet, de heer Vandenpeereboom of de heer de Smet de Naeyer, dat zij voor afschaffing van plaatsvervangings en het invoeren van persoonlijken dienst was.

Hunnerzijds, verklaarden de Ministers van Oorlog, de heeren Pontus, Brassine en Cousebant d'Alkemade, meermalen dat persoonlijke dienst door het leger gewenscht wordt en dat deze hervorming tevens van militair en van sociaal belang is.

Wanneer op 't einde van 1894, de door het nieuw kiesstelsel verkozenen hier voor de eerste maal vergaderden, maakte de toenmalige Regeering, bij monde van den heer de Burlet, haar programma bekend. Onder de hervormingen, toen als zeer aanstaande aangekondigd, kwam een ontwerp voor, dat « eene meer rechtvaardige verdeling van de krijgslasten » beoogde.

Dat is nu vijftien jaar geleden ! Vijftien jaren lang deinst het Ministerie terug, aarzelt het en durft het geene bepaalde houding aannemen. Het heeft het land bedrogen door ijdele en nooit volbrachte beloften ; het heeft generaal Brassine ontmoedigd, die liever het bewind verliet dan nog langer de medeplichtige te blijven van zijne collega's, die éen groot nationaal belang aan partijbelang opofferden.

Voor de vaderlanders van Regeering en meerderheid, is zijn land dienen geen plicht voor alle burgers : 't is een last, en 't is billijk dezen met geld af te koopen.

Dergelijke houding zal door het land worden afgekeurd, want we zijn overtuigd dat er in België eene groote meerderheid burgers is, die afschaffing willen van het voorrecht der plaatsvervangings.

't Scheen ons onmogelijk een wetsontwerp tot herinrichting van het leger te behandelen, zonder het vraagstuk der plaatsvervangings op te werpen. 't Is met dit inzicht dat wij bijgaand wetsvoorstel bij de Kamer hebben ingediend.

De partij, welke ik de eer heb hier te vertegenwoordigen, betracht afschaffing van de legers. Zij acht het bestaande stelsel van gewapenden vrede eene oorzaak van ondergang voor de volkeren en een bestendig oorlogsgevaar. Macht mag niet langer boven recht staan en geschillen, die onder mogendheden kunnen ontstaan, kan een scheidsgerecht beslechten.

Als overgangsmaatregel, verklaart de arbeiderspartij zich voor het Zwitserssch stelsel der gewapende natie, een stelsel dat merkelijken vooruitgang doet, zelfs onder militaire vakmannen. Als bewijs daarvan, volstaat het heerlijk en belangwekkend werk van den heer Gaston Moch, gewezen kapitein der artillerie bij 't Fransche leger, getiteld : *l'Armée d'une démocratie*, alsmede het boek van een onzer landgenooten, *les Militaires belges*, door den heer Emile Calonne, luitenant bij het 2^{de} linieregiment.

Doch ongelukkig hebben wij niet de minste kans vooralsnu onze denkbeelden te doen zegepralen. Ook vraagt ons voorstel enkel intrekking van de artikelen der militiewet, die militaire plaatsvervangings betreffen en inrichten.

Reeds in 1870, handelde de militaire commissie in dien zin, toen zij 't beginsel van persoonlijken dienstplicht stemde, en onder de leden, die zich toen voor afschaffing van plaatsvervangings verklaarden, vindt men de heeren Thonissen, d'Aspremont Lynden, de Labbeville, Vilain XIII, enz.

Ik achte het onnoodig mij met vrijstellingen in te laten. 't Is bekend, dat er in de rechterzijde voorstanders van persoonlijken dienstplicht zijn. Deze leden kunnen zonder achterdocht voor mijn wetsvoorstel stemmen, behoudens na die stemming de verzachtingen voor te stellen die zij noodig achten voor 't beginsel van persoonlijken dienstplicht. Zelfs geef ik hun in bedenking, dat hun belang vergt dit vraagstuk op te lossen terwijl de katholieke partij nog aan 't bewind is.

Dit voorstel kan, binnen weinig dagen, worden verwezen naar de afdelingen. Zoodoende ware de Kamer in staat haren wil te doen kennen en uitspraak te doen over de afschaffing van plaatsvervangings bij 't leger. Dit ware eene kostbare aanwijzing voor de Regeering, indien, zooals in sommige kringen wordt verzekerd, zij instemt met deze hervorming, sedert lang verwezenlijkt in vreemde landen en rijp in België.

L. BERTRAND.

**Proposition de loi supprimant
le remplacement militaire.**

**Wetsvoorstel tot afschaffing van de
militaire plaatsvervanging.**

ARTICLE UNIQUE.

Les articles 64 et suivants de la loi
sur la milice, relatifs au remplacement,
sont abrogés.

EENIG ARTIKEL.

De artikelen 64 en volgende van de
militiewet, die betrekking hebben op de
plaatsvervanging, worden afgeschaft.

L. BERTRAND.

E. ROYER.

J. WAUTERS.

F. MASSON.

FERD. FLÉCHET.

J. RENS.

